

# Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, à NHK le 14 novembre 1996, sur la reprise des essais nucléaires français puis leur interdiction, sur l'Union économique et monétaire, sur la politique de réduction des déficits publics et sur les réformes de la sécurité sociale et de l'administration.

Annonce de l'émission.

- NHK.- Bonsoir. Nous allons vous présenter une interview de M. Chirac, Président de la République française, qui se rend bientôt au Japon.
  - M. Chirac, qui se rend en visite d'Etat ce dimanche au Japon, nous a accordé une interview exclusive au Palais de l'Elysée.
  - LE PRESIDENT.- Le Japon est le premier partenaire de la France en Asie. L'Asie est une région dont le développement économique est actuellement spectaculaire et je souhaite naturellement que la France puisse profiter, bénéficier de ce développement en Asie.
  - VOIX-OFF.- Quand les Japonais parlent de M. Chirac, ils se souviennent des essais nucléaires auxquels il a procédé malgré les nombreuses protestations que ces derniers ont soulevés.
  - LE PRESIDENT.- (La France) conserve sa capacité de dissuasion. L'arme nucléaire est une arme de paix, pas une arme de guerre. Nous n'avons naturellement pas l'intention de l'utiliser. Il s'agit, pour nous, qui avons été envahis trois fois en un siècle... (interrompu par le commentaire).
  - VOIX-OFF.- Aujourd'hui, le Président qui s'attaque à la réduction du déficit des finances publiques et à la réforme administrative, est soumis à un mouvement de désapprobation général en France.
  - LE PRESIDENT.- Les critiques qui peuvent porter sur l'homme politique en raison de sa volonté d'atteindre les objectifs qui lui sont nécessaires, peut apparaître effectivement comme désagréable (...). J'ai accompli mon devoir malgré cela, car je dois assumer mes responsabilités envers la France.
  - VOIX-OFF.- Nous avons interviewé M. Chirac, qui affiche une position controversée sur les questions des essais nucléaires et la réforme administrative.
  - EMISSION.
  - NHK.- MM. Chirac et Hashimoto, attachés à effectuer une réforme administrative, se rencontreront lundi prochain. Cela faisait 14 ans qu'un Président français, dont le pays est visité chaque année par 1300000 touristes japonais, n'était pas venu au Japon. M. Chirac, connaisseur du Japon, serait le premier Président français à s'intéresser de façon approfondie à l'économie et à la politique japonaises. Mais, la reprise des essais nucléaires français effectués l'année dernière, a particulièrement détérioré les relations franco-japonaises. L'interview de M. Chirac portera, entre autres, sur la façon de combler le fossé créé entre les deux pays par les essais nucléaires.\
- PRESENTATION DE M. CHIRAC.
- Jacques Chirac, 63 ans. Elu à la Présidence de la République l'année dernière après 14 ans de pouvoir socialiste, il remplace M. Mitterrand. C'est un Président conservateur. Né en 1932 dans

une famille aisée dont le père est administrateur, le Président est sorti d'un lycée prestigieux de Paris, et a été admis à l'ENA. Haut fonctionnaire, il est entré en politique. M. Chirac s'est distingué par ses idées proches de celles du Général de Gaulle. Il a occupé des postes successifs importants, comme ceux de Premier ministre ou de Maire de Paris. Attiré par le Japon, M. Chirac a fait découvrir un autre aspect de lui dans le monde politique français. Venu plus de 40 fois au Japon, et possédant de solides connaissances sur la culture traditionnelle et les arts japonais, M. Chirac a toujours encouragé la collaboration de la ville de Paris avec le département de Tokyo, auquel la capitale française est jumelée. Juste après son élection à la Présidence de la République, M. Chirac a fait l'objet d'une vague de protestations internationales, à commencer par le Japon, à cause de sa décision de reprendre une série d'essais nucléaires. La France, en effet a procédé à une série de six essais nucléaires entre septembre 1995 et janvier 1996.

- (Images durant la présentation de M. Chirac : reportage sur son enfance, sa carrière politique, essais nucléaires, manifestations au Japon.)\

NHK.- (L'année dernière, date du 50ème anniversaire des bombardements atomiques au Japon, vous avez décidé d'effectuer à nouveau des essais nucléaires. Votre image de Président s'en est trouvée détériorée, et un sentiment de discrédit vis-à-vis de la France est né parmi les Japonais. Comment pensez-vous vous y prendre pour y remédier ?

- LE PRESIDENT.- Je voudrais dire, d'abord, que je respecte la réaction des Japonais, et je l'ai parfaitement comprise. Si je n'ai pas compris la réaction d'autres pays, toujours celle du Japon, j'y ai été très sensible. Et pourtant, ma décision était inévitable. La France a une arme de dissuasion nucléaire, elle fait partie des 5 nations qui possèdent une arme de dissuasion nucléaire. Vous savez, une arme ça suppose de faire beaucoup d'expériences avant que ce soit tout à fait au point. Pour des raisons de politique intérieure, mon prédécesseur avait interrompu le programme d'essais très peu de temps avant de le terminer. Il manquait encore 5 ou 6 essais. Mais ces essais conditionnaient la sécurité et la fiabilité de nos armes, également leur bonne conservation. Il était donc indispensable, inévitable pour la France de déterminer son programme. Il s'agit pour nous qui avons été envahis 3 fois en un siècle, ce qui exite aussi... Il s'agit pour nous de pouvoir dissuader toute initiative tendant à mettre en cause l'intégrité de notre territoire et de notre peuple.

- NHK.- Donc, la France pense toujours que pour avoir la paix, il faut préparer la guerre ?

- LE PRESIDENT.- Non.- Mais, il est indispensable d'établir un équilibre dans l'armement pour maintenir la paix. La puissance nucléaire de la France est suffisante pour dissuader un pays étranger de l'attaquer. En fait, nous sommes en faveur d'une réduction de l'armement nucléaire. Parlons d'abord du CTBT. La France participe activement à la conclusion du traité. La France a été la première à signer le traité à l'ONU. Par ailleurs, j'ai demandé à ce que tout essai nucléaire, quel qu'il soit, soit interdit à l'avenir. Enfin, parmi les pays qui possèdent "la bombe", la France est le seul à avoir fermé et démantelé son site d'expérimentations nucléaires. La Chine, la Russie et les Etats-Unis possèdent toujours le leur. La France montre ainsi au monde sa ferme volonté de passer de l'ère nucléaire à une nouvelle ère.

- NHK.- N'y a-t-il pas une grande différence de point de vue entre le Japon et la France ?

- LE PRESIDENT.- Bien sûr, il est différent selon les pays. Le Japon est une très grande puissance militaire. Même s'il ne peut user de la dissuasion nucléaire, il est protégé par le parapluie nucléaire américain en vertu du traité de sécurité nippo-américain. Du point de vue historique, le Japon n'a jamais subi d'invasions. Je crois me souvenir qu'il s'est trouvé dans une situation proche de l'invasion à la fin du 13ème siècle, mais, heureusement, un vent favorable a repoussé le danger. Par rapport à cela, et comme je l'ai déjà signalé auparavant, la France a été envahie 3 fois en un siècle. Voilà où se situe la différence entre nos deux pays. J'ai la conviction qu'un pays ne peut assurer sa propre sécurité que par la dissuasion. A l'avenir, la France vise à participer à la création d'un organisme efficace de maintien de la sécurité, un organe de défense d'abord européen, puis qui s'élargira aux membres de l'OTAN. Ainsi, nous renforcerons nos relations avec les Etats-Unis et pourrons établir de nouvelles relations avec chaque pays européen, y compris la Russie.\

NHK - Comme vous l'avez dit et avez insisté, la France a commencé à promouvoir l'interdiction

NHK.- Comme vous l'avez dit et avez insisté, la France a commencé à promouvoir l'intégration totale des essais nucléaires après avoir terminé sa série d'essais. La position de la France semble trop stricte si l'on sait qu'elle-même possède l'arme nucléaire. Je reçois ce soir M. Kashiwakura, Professeur à l'Université de Kyôto. M. Kashiwakura, que pensez-vous des essais nucléaires à la veille de la visite au Japon de M. Chirac ?

- M. KASHIWAKURA.- Il faut se référer au contexte. Dans les domaines diplomatiques et militaires, la France affiche une position indépendante. Toutefois, pendant la Guerre du Golfe, la France a participé à l'armée internationale. A ce moment-là, les seules informations à disposition, ou presque, provenaient des satellites militaires américains. Il en a résulté de cette amère expérience, la décision pour la France, de posséder sa propre technologie pour pouvoir se protéger par soi-même, ou protéger l'Europe de façon indépendante. La France a déclaré que la série d'essais nucléaires effectuée l'année dernière et cette année, avait pour but de recueillir suffisamment d'informations pour pouvoir effectuer des expériences en simulation à l'avenir. Par ailleurs, un sondage d'opinion effectué juste après la fin de la série d'essais, a révélé que près de 70 % des Français jugeaient la dissuasion nucléaire indispensable.

- NHK.- La France peut désirer une indépendance diplomatique, mais des raisons économiques ne se cacheraient-elles pas derrière ?

- M. KASHIWAKURA.- Oui, mais elles se limitent à l'armée de terre dans le cas de la France. La dissuasion nucléaire n'est rien toute seule. Il faut aussi avoir foi en la capacité de son propre pays à pouvoir se défendre tout seul.

- NHK.- La France, qui est protégée déjà par sa force de dissuasion, va bientôt effectuer un retour dans l'armée de l'OTAN. Peut-elle garder en même temps une position indépendante du point de vue international et effectuer son retour dans l'OTAN ?

- M. KASHIWAKURA.- M. Chirac en a discuté lors de son interview à l'Elysée : "assurer efficacement la sécurité de son pays n'est possible qu'en le protégeant par ses propres moyens. La sécurité de l'Europe, c'est à l'Europe de s'en occuper". C'est pour cette raison que les pays membres de l'UE tendent à former une puissance militaire. Mais, au lendemain de la guerre froide, par exemple, si nous observons la situation en Bosnie-Herzégovine et regardons en face les problèmes réels, nous remarquons que l'OTAN possède une véritable puissance militaire et une efficacité. Et nous ne pouvons pas l'ignorer. C'est dans cette orientation que la France aspire à former un organe puissant de maintien de la sécurité.

- NHK.- C'est effectivement impressionnant de savoir que la France a été envahie trois fois en un siècle. Nous allons passer maintenant à la suite de l'interview de M. Chirac sur les réformes qui lui tiennent à coeur dans le cadre du processus d'unification de l'Europe.\

Document

- Les grèves du service public et des transports ont paralysé la France durant un mois pendant l'hiver 1995, la première année du mandat présidentiel de M. Chirac. Les grèves d'une ampleur sans précédent, ont éclaté contre la politique, imposée par le gouvernement français, de réduction du déficit des finances publiques, le gel des salaires et la décision de réduire le nombre des fonctionnaires. Les frais de personnel dépensés pour les fonctionnaires, qui représentent 1 personne active sur 5 en France, coûtent à l'Etat 40 % de ses dépenses. Par ailleurs, le gouvernement a décidé d'engager une réforme de la sécurité sociale qui est à l'origine, entre autres, du déficit des finances publiques. Cette politique du gouvernement français qui rencontre l'opposition des Français, est liée directement à l'unification des pays de l'UE. A partir de 1999, l'UE vise à mettre en place le système de la monnaie unique. Le déficit des finances publiques de chaque pays membre devra être inférieur à 3 % du PIB : c'est la condition d'entrée dans le système monétaire unique. Aujourd'hui, le déficit de la France atteint 5 %. La position du gouvernement de M. Chirac est un choix rude pour les Français. Les protestations se sont faites nombreuses contre le projet de réduction du déficit des finances publiques, provoquant à nouveau des grèves partout en France. Le taux de soutien de M. Chirac, qui était de 60 % lors de son élection, est tombé à 30 % aujourd'hui.

- (Images : manifestations, grèves de décembre 1995, scène de violence).\

NHK.- S'attaquer à la réduction du déficit des finances publiques est un projet d'envergure pour

atteindre l'unification de l'Europe. La France a-t-elle toutefois intérêt à rejoindre le système de la monnaie unique ? Jusqu'où est-elle prête à aller ?

- LE PRESIDENT.- L'Europe est la première puissance économique mondiale. La population de l'UE représente 350 millions d'individus. Elles s'honore de ravir la première place mondiale aux Etats-Unis. Mais si on prend la devise de chaque pays séparément, celle-ci ne peut rivaliser avec le yen ou le dollar. C'est pourquoi, à l'avenir, l'Europe, pour être puissante internationalement, doit posséder une monnaie unique forte. C'est pourquoi, il a été décidé de parvenir à la monnaie unique le 1er janvier 1999. L'Euro sera alors mis en vigueur. Mais l'objectif de l'UE n'est pas de former un seul pays, sur le modèle des Etats-Unis. Les pays membres de l'UE posséderont toujours un gouvernement indépendant, et ne s'associeront que pour des intérêts communs. Ne dit-on pas depuis toujours au Japon : "l'union fait la force" ? C'est ce qu'on dit particulièrement en Europe.\

NHK.- On dit que la France est dans une période grise, avec 12,6 % de chômage et 1 jeune sur 4 au chômage. Malgré cela, vous réduisez le budget de la Sécurité Sociale, les effectifs des fonctionnaires et alourdissez l'imposition. Cette politique est bien sûr liée à l'effort mené pour réduire le déficit des finances publiques, mais ne pensez-vous pas qu'il serait temps de s'attaquer au problème du chômage qui risque d'augmenter à cause de cela ?

- LE PRESIDENT.- Les dépenses de l'Etat sont de plus en plus fortes dans tous les pays européens. Mais un déséquilibre entre une forte croissance économique et l'inflation ne s'était jamais vu. De nos jours, la croissance économique liée à la stagnation de l'inflation n'existe plus.

- NHK.- La reconstruction des finances est donc la priorité ?

- LE PRESIDENT.- Celle-ci est liée à la baisse du nombre de chômeurs. A l'inverse, si le déficit augmente, l'imposition devient plus lourde, les investissements se font plus rares et les entreprises hésitent à embaucher, si bien que le nombre de chômeurs continue d'augmenter. Il est important de réduire les dépenses en équilibrant les finances.

- NHK.- En êtes-vous sûr, monsieur le Président ? La France n'est-elle pas dans une situation où elle ne peut pas protéger les plus faibles ?

- LE PRESIDENT.- Le but de la réforme n'est pas de se débarrasser des plus faibles. Il n'est pas de réduire les allocations sociales. Il n'est pas non plus de réduire les mesures de soutien de ces personnes. Je m'efforce justement de faire le contraire. Nous cherchons à éliminer les dépenses inutiles. Prenons l'exemple des frais médicaux. La France est le pays au monde, après les Etats-Unis, qui dépense le plus en frais médicaux. Je ne pense pas que le rapport entre les dépenses et l'efficacité des traitements soit équilibré. Il est possible d'ajuster les dépenses pour ne pas avoir à en faire d'inutiles.

- NHK.- L'année dernière ainsi que cette année, des grèves se sont produites et votre cote de popularité a baissé...

- LE PRESIDENT.- La France est connue pour ses grèves. Les grèves font partie de la culture et de la tradition française. Bien sûr, on ne les provoque pas pour son plaisir. Personne ne fait grève pour s'amuser. Mais c'est une tradition française que de critiquer. Pour les hommes politiques qui jugent les réformes nécessaires, la critique populaire va de pair. La critique ne fait pas plaisir. Mais une forte détermination est indispensable à un Président ou un Premier ministre pour remplir les tâches dont il est en charge. Ce n'est pas parce que sa cote de popularité a baissé qu'il ne doit pas continuer à assumer ses responsabilités à tous les niveaux.

- NHK.- Enfin, la France et le Japon sont entrés dans une période où il leur est indispensable d'effectuer des réformes structurelles. Qu'est-ce qui pourrait empêcher de mettre en place ces réformes ?

- LE PRESIDENT.- Contrairement aux technologies qui évoluent rapidement, l'administration n'évolue pas du tout. Tout doit changer à un moment ou à un autre, dans le monde. Mais en France, au Japon, comme en Allemagne, certaines personnes ne désirent pas ces changements. Il faut donc les laisser partir pour avoir un gouvernement efficace. Aucune entreprise n'a gardé son système de gestion d'il y a 40 ans, contrairement à l'administration. Je le répète : il faut se battre contre les personnes immobiles, qui ne veulent pas de changement.\

## REACTIONS

- NHK.- Depuis son élection à la Présidence de la République, M. Chirac a lancé des mesures impopulaires. Dans l'interview, nous découvrons une détermination inhabituelle chez M. Chirac, qui n'est pas décidé à écouter la "vox populi", mais qui prend des mesures en pensant au bien-être des Français. N'est-ce pas la preuve que le Président français est un homme de haute compétence ?

- M. KASHIWAKURA.- D'abord, tant que le Président ne dépose pas sa démission, personne ne peut le révoquer. La durée d'un mandat présidentiel est de 7 ans. C'est le mandat le plus long du monde. Par ailleurs, M. Chirac est couvert par une majorité écrasante de députés conservateurs à l'Assemblée nationale. Sans compter que M. Chirac n'en est qu'au début de son mandat.

- NHK.- Cela fait presque un an et demi que M. Chirac a été élu. C'est peut-être pourquoi il se montre encore confiant. Mais si la France doit satisfaire aux conditions d'entrée dans le système de la monnaie unique en réduisant son déficit, ne serait-ce pas parce que le processus d'unification de la monnaie doit se poursuivre coûte que coûte pour pouvoir rivaliser avec les Etats-Unis et que les raisons sont donc politiques et économiques ?

- M. KASHIWAKURA.- Je dirais une chose. Je ne pense pas que l'Europe du XXIème siècle, sans monnaie unique, ne pourra pas figurer au même rang que les Etats-Unis, le Japon ou l'Asie. C'est certain. Le mark fait de l'ombre à l'économie européenne. On dit souvent que la politique adoptée par le gouverneur de la Bundesbank détermine celle des autres pays, mais la création de la banque centrale pour la monnaie unique, qui demande un représentant de chaque pays membre, reflétera plus facilement la politique économique de chaque pays. Actuellement, l'Euro est moins fort que le Mark et le risque que l'Allemagne n'entre pas dans le système de monnaie unique n'est pas à écarter. La proposition de réduire le déficit des finances publiques d'ici l'année prochaine, semble inouïe.

- NHK.- A cela, s'ajoute le problème des 12,6 % de chômeurs, la décision de s'attaquer à la traditionnelle Sécurité sociale qui rencontre aussi la désapprobation des Français qui ne semble pas toucher le Président...

- M. KASHIWAKURA.- Par exemple, les mouvements de grève dans les trains, le métro et à La Poste qui sont prévus demain ainsi que le 16, remportent l'approbation des deux tiers des Français. Ils souhaitent savoir si leur vie sera meilleure après l'unification de la monnaie, si le budget de la Sécurité sociale sera réduit. Pourra-t-on les convaincre de cela ? La réforme administrative et la réduction du déficit des finances publiques ne concerne pas seulement la France, mais aussi le Japon. C'est dans ce sens que la façon de procéder de M. Chirac intéresse le Japon.\